

Pour une nouvelle conception de l'entreprise

La crise actuelle n'a pas initié les transformations brutales que nous connaissons depuis vingt ans, tant à l'échelle locale qu'internationale. Elle les dramatise. Elle ouvre de nouvelles opportunités pour y faire face. Il y a donc urgence à proposer des réformes ambitieuses qui répondent à ces transformations de long terme. Ce « projet social-démocrate pour l'entreprise » est le résultat d'un travail collectif mené par le groupe de travail d'*Inventer à gauche*.

Le terrain d'action du capitalisme est désormais mondial. La grande entreprise privée s'est affranchie de son environnement syndical et étatique national par la mondialisation de ses activités économiques. Les grands groupes internationaux sont parmi les plus importantes institutions productrices de normes sociales, de travail, de consommation et de culture, à l'échelle mondiale. Il n'est pas possible de penser une transformation du capitalisme, de proposer une perspective social-démocrate crédible, sans prendre en compte cette place prépondérante acquise par l'entreprise dans l'économie et sans imaginer des modalités nouvelles pour son développement, son fonctionnement et son contrôle démocratique.

Ces grandes entreprises sont de plus en plus les têtes de réseaux constitués de petites et moyennes entreprises, leurs fournisseurs et sous-traitants. Les plus performantes se développent sur les segments des chaînes de valeurs à plus forte valeur ajoutée. Ces réseaux sont essentiels dans le développement de l'innovation mais ils participent à l'émiettement des statuts sociaux, source d'inégalités sociales.

Nos propositions reposent sur la conviction de trois enjeux incontournables :

- **l'entreprise est le principal lieu d'innovation et de production de richesses**, indispensables à la satisfaction des besoins sociaux ;
- **en Europe, le concept d'entreprise doit être complètement repensé pour permettre à l'économie européenne de renforcer sa compétitivité** sur la scène mondiale ;
- **la lutte contre les inégalités, la précarité et l'exclusion sociale passent davantage qu'auparavant par une régulation interne des comportements managériaux et une évolution du droit de l'entreprise.**

De réelles opportunités se sont ouvertes pour une nouvelle perspective social-démocrate. Pour cela, il faut considérer l'entreprise comme le terrain d'action prioritaire des transformations à réaliser et comme un bien public. Nous pensons qu'il est possible de porter un message d'espérance autour de trois orientations :

- **la place stratégique prise par le bien-être et par les compétences des hommes dans l'économie impose de mettre le développement humain au centre de l'entreprise et de ses fonctionnements ;**

- **Les stratégies de développement durable et les politiques de responsabilité sociétale exigent que l'entreprise soit le cœur d'une nouvelle croissance qui replace les logiques financières dans des finalités plus larges.**
- **l'acte d'entreprendre est essentiel dans l'innovation et la création de richesses.**

Etre socialiste aujourd'hui suppose de s'inscrire avec d'autres acteurs dans les logiques de développement humain qui émergent de ces trois orientations, autour de huit priorités :

- Mettre des limites claires aux logiques financières de court terme en soutenant les objectifs du **développement durable** et en renforçant **la responsabilité sociétale des entreprises**
- Redéfinir les **frontières de l'entreprise**, qu'il s'agisse de ses liens avec ses fournisseurs et sous-traitants ou de l'évolution des contrats de travail
- Privilégier le **bien-être au travail** et la **participation des salariés** aux changements (organisation du travail, restructurations,...) pour améliorer la compétitivité de l'entreprise et l'efficacité des salariés.
- Favoriser **l'acte d'entreprendre** pour accroître **la création de richesses utiles**
- Assurer **l'accroissement des compétences** de tous les salariés par une meilleure **validation des acquis de l'expérience**, par des **évolutions de carrière et de rémunérations** adaptées à la diversité des parcours, des états et des statuts professionnels.
- Garantir une plus grande transparence des dirigeants sur leur stratégie afin de permettre un **véritable dialogue social sur les choix économiques et stratégiques en amont des décisions**
- Changer la **nature du rôle de l'Etat par rapport à l'entreprise** : du contrôle du capital à l'incitation fiscale et réglementaire en faveur de politiques managériales favorisant le bien-être, la montée en compétences et la responsabilité sociétale.
- Une **gouvernance d'entreprise plus partenariale** qui prennent en compte les intérêts des différentes parties prenantes et qui affirme des ambitions sociales et sociétales dans les objectifs de création de valeur.

L'avenir de la social-démocratie tient à sa capacité de promouvoir à l'échelle européenne, une conception d'entreprise qui fonde sa compétitivité internationale sur le développement humain. Il s'agit d'une clé indispensable car crédible, au retour de la confiance.

Marc DELUZET, Membre fondateur,
Animateur du Groupe Entreprise